

A. 10H00-12H30 : L'EAU

L'eau est indispensable à la vie. Elle doit être reconnue comme bien commun de l'humanité, et ne pas être exploitée de façon privée pour le profit. C'est pourtant ce qui se passe: en 1990, 51 millions de personnes dépendaient de sociétés privées pour leur accès à l'eau potable: en 2002, 460 millions.

Les ressources en eau sont menacées par des pollutions de tous ordres. L'industrie et l'agriculture intensive – souvent sous la pression des transnationales de l'agroalimentaire – les surexploitent, s'appropriant l'eau et décidant seuls de son utilisation, même si celle-ci la rend impropre à d'autres usages. En dernière instance, il s'agit là aussi d'une forme de privatisation.

Plus l'eau naturelle, décentralisée, est polluée, plus le terrain est favorable pour le développement du marché de l'eau en bouteille, dont Nestlé est le leader mondial: ainsi, au Pakistan, Nestlé a mené une campagne de «prévention» contre les dangers de l'eau distribuée par le réseau... avant d'y lancer son eau Pure Life.

Dans de nombreux pays du Sud, les réseaux de fourniture d'eau sont inexistant, ou limités à certaines zones: de surcroît, l'eau qu'ils fournissent est souvent de mauvaise qualité. Au Nord aussi, la qualité de l'eau est parfois mauvaise, du point de vue du goût et même du point de vue sanitaire. L'eau en bouteille et en bonnes est alors présentée par Nestlé et autres multinationales comme solution, même si elle est financièrement inaccessible pour la majorité. Dans quelle mesure cette situation est-elle entretenue par l'Etat qui ne veille pas au développement et à l'entretien du réseau? Quelles sont les commences entre les transnationales exploitant et laissant dépérir les réseaux d'eau, et celles la vendant en bouteille?

Mais même dans des pays où l'eau du réseau est de bonne qualité, y compris gustative, le marché de l'eau en bouteille se développe. Par quelles stratégies commerciales et publicitaires les sociétés comme Nestlé sont-elles parvenues à créer le besoin et le marché pour ce produit de bien peu d'utilité réelle?

Les eaux de boisson standardisées (par exemple Nestlé Pure Life), partie la plus «dynamique» de la branche ne sont pas soumises aux mêmes limitations que les eaux minérales, liées à une source, à ses qualités et à son renouvellement. Cette eau est captée, pompée et embouteillée de façon industrielle, massive, centralisée. Il en résulte des dégâts écologiques importants, qui suscitent la résistance des populations, comme au Brésil et aux USA.

Intervenants: **Riccardo Petrella**, professeur à l'Université catholique de Louvain, Comité international pour le contrat mondial de l'eau, Belgique; **Franklin Frederick**, Mouvement citoyen pour l'eau, Brésil; un-e représentant-e de **Sweetwater Alliance**, Etats-Unis.

17H00-19H00 : CONCLUSIONS

- Compte rendu des principales lignes de forces issues des groupes de travail.
- Nestlé est devenu le numéro 1 de l'agroalimentaire au niveau mondial. Comment? quelques éléments d'analyse: chiffres récents mis en perspective, tableau des principaux dirigeants, de leurs réseaux et principales stratégies en matière commerciale. Quelles sont ses perspectives de développement? (Isabelle Paccaud et Nora Notchkova, attac).
- Ce pouvoir international sur des milliers de vies est-il limité par des lois internationales? petit panorama de ce que le cadre juridique international actuel permet (ou plus précisément ne permet pas...) de faire contre les transnationales qui violent les droits humains et environnementaux. (Florence Gerber, Déclaration de Berne).
- Quelles autres perspectives de résistance à ce pouvoir des transnationales? présentation de la campagne à plus long terme sur Nestlé. Quelles perspectives alternatives? un monde sans transnationales? ou des transnationales plus «civilisées»? (Stephan Süher, groupe de travail Colombie et ???)
- Discussion.
- Résolution finale.

19h00 FIN OFFICIELLE DU FORUM

Pour bien terminer la journée et poursuivre quelques discussions, un couscous en musique sera organisé pour ceux et celles qui le désirent.

Pour nous faciliter l'organisation, nous vous prions de nous renvoyer le coupon ci-dessous à l'adresse d'attac, case postale 27, 1000 Lausanne 9 ou par e-mail à journee_nestle@bluemail.ch

- Je participerai au forum sur l'Empire Nestlé
- J'ai besoin d'un hébergement: vendredi soir samedi soir
- style auberge de jeunesse protection civile
- Je resterai pour le repas de samedi soir

Nom, prénom:

Adresse complète:

NPA et localité:

Adresse e-mail:

Résister à

l'empire Nestlé



Une transnationale, des enjeux de société

Samedi 12 juin 2004, 9h30-19h

Vevvey

Restaurant du Rivage, Rue Louis-Meyer 1
(près de la pl. du Marché, 10 minutes de la Gare)

Comprendre pour agir

De Vevvey, l'empire Nestlé exerce son pouvoir sans contrôle sur la vie de centaines de milliers, voire de millions d'humains. Comment ce pouvoir s'est-il établi? comment s'exerce-t-il? quelles en sont les conséquences? C'est ce que nous chercherons à comprendre, pour agir en faveur d'une alternative de justice et de démocratie.

9h30. Ouverture, accueil, Intervention clown • 10h. Groupes de travail: A. l'eau, B. l'agriculture • 12h30 Repas de midi (buffet) pris sur place • 14h. Groupes de travail: C. l'alimentation, D. les rapports de Nestlé avec ses salariées. • 17h Séance de clôture.

Organisation: attac, avec Greenpeace et la Déclaration de Berne. Nombreux soutiens attendus.

B. 10H00-12H30 : AGRICULTURE

Matières premières pour l'alimentation

Face aux sociétés de commerce international et aux grandes chaînes de distribution, le producteur agricole est dans une situation de dépendance. Quantités, qualités, prix lui sont imposés par des acheteurs puissants et peu nombreux. Les variétés produites sont déterminées par d'autres transnationales qui lui vendent les semences. C'est le cas dans les pays du centre, mais plus encore dans ceux de la périphérie, par exemple dans le cas du café et du cacao, dont Nestlé est un des grands acheteurs. Demande et prix sont soumis à de fortes variations, qui conduisent des régions entières à la ruine, car les accords et institutions qui avaient été mis place pour tenter de stabiliser les marchés ont été démantelés par les processus de l'OMC.

Sous la pression du paiement de leur dette, de nombreux pays du Sud exportent des matières premières agricoles, aux dépens de la production des aliments nécessaires à la population. L'alternative existe pourtant: refuser de payer une dette illégitime, atteindre la souveraineté alimentaire par une réelle réforme agraire, mais elle implique évidemment une confrontation avec les transnationales et avec les pays du Nord. Le Brésil est un exemple de la difficulté à faire ce choix. De façon caricaturale, Nestlé, porteur du modèle agro-exportateur et dont les produits ne s'adressent qu'à une couche privilégiée, y est en effet associé au «projet faim zéro», projet phare du gouvernement Lula, alors même que la réforme agraire plétine.

Côté consommateurs, cette mainmise des transnationales sur la production, la transformation et la vente des produits issus de l'agriculture conduit à une industrialisation, à une standardisation de l'alimentation et à l'appauvrissement non seulement des goûts, mais même de la valeur nutritive des aliments. Quant à l'environnement, les dégâts de ce type d'agriculture sont innombrables: défrichement-désertification, pollution des eaux par les engrais et les produits de traitement massivement employés, érosion, salinisation des terres...

Intervenant·es: **Eva Oiaer Ferraren**, militante d'une ONG, et protagoniste de luttes paysannes à Mindanao (Philippines); **Carlos Olaya**, Syndicat des travailleurs de l'alimentation (Sinaitrainal), Colombie; un représentant du syndicat paysan **Uniterre**, Suisse.

% **attac**, association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens. Documents de préparation et renseignements sur le forum sur www.suisseattac.org/nestle

Voir aussi www.ladb.ch (Déclaration de Berne), info.greenpeace.ch, www.ifban.org et www.colonialismus.ch (Campagne pour les droits de l'Homme-campagne Nestlé; Suisse-Colombie, attac-Berne, SIB; principalement en allemand).

C. 14H00-16H30 : ALIMENTATION, OGM, LAITS POUR BÉBÉS, ALICAMENTS, VERS UNE ALIMENTATION ARTIFICIELLE?

Les OGM – des clones chimériques brevetés – apparaissent comme l'achèvement du mouvement d'industrialisation et de privatisation du vivant. Clones, parce que les plantes de chaque «variété» sont génétiquement identiques. Chimériques, puisqu'elles sont le fruit de l'insertion de gènes étrangers à l'espèce, alors que l'on ne sait presque rien du fonctionnement du génome. Et brevetés, pour réaliser le vieux rêve du capital: éliminer la concurrence déloyale du vivant qui se reproduit gratuitement, par le brevet (interdiction légale du fondement de l'agriculture: semer le grain récolté) ou par la stérilisation des graines (Terminator). L'achat des semences OGM et des traitements réduiront le gain du producteur agricole, augmenteront sa dépendance et celle des pays de la périphérie, multiplieront les pollutions et couronneront la standardisation des produits.

Mais les consommateurs sont très réticents face aux produits contenant des OGM. Nestlé et les autres transnationales de la branche, cherchent donc à imposer leurs OGM. Comment, paysans et consommateurs, leur résister?

Le cas du lait en poudre pour bébés peut sembler de l'histoire ancienne. Cependant, les transnationales, et Nestlé en particulier, n'ont pas renoncé à ce marché, et développent des stratégies toujours renouvelées pour contourner les dispositions du code établi par l'OMS en 1981. IBFAN mène ainsi une lutte permanente pour surveiller son application. En fin, pas supplémentaire dans l'industrialisation de l'alimentation, on voit s'opérer un rapprochement des industries alimentaires et pharmaceutiques: «aliments enrichis» «alicaments». Nestlé par exemple juge le secteur des aliments pour personnes âgées comme l'une de ses perspectives les plus prometteuses. Quelles conséquences?

Intervenants: **J.-P. Bertan**, directeur de recherche à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique, France), spécialiste en particulier des OGM; **Bruno Heinzer** spécialiste OGM chez Greenpeace, Suisse; **Mike Brady et Sonia Brady-De Oliveira** d'International Baby Food Action Network (IBFAN, Réseau international des Groupes d'action pour l'alimentation infantile), Grande-Bretagne et Brésil.

Le Forum débute à 9h 30. Le train vous amène à Vevey à Temps en partant de Bale (6h24 via Morges ou via Lausanne), de Berne (7h47), de Neuchâtel (7h57), de Genève (8h 18), de Sion (8h 14) et de Zurich (6h 34).

Pour ceux qui viendraient de plus loin, un hébergement sera organisé pour les nuits du vendredi au samedi, et du samedi au dimanche, **moyennant inscription préalable.**

D. 14H00-16H30 : NESTLÉ ET SES SALARIÉ·ES

A l'en croire, Nestlé serait une entreprise modèle vis-à-vis de ses employé·es. Elle est notamment membre du «Global Compact» des Nations unies, où figure en bonne place le respect des standards minimaux en matière de droit du travail. Mais ce discours à visée publicitaire cache une pratique moins souriante.

Des Philippines à l'Afrique du Sud, de l'Équateur au Japon, de nombreux exemples montrent que le respect des droits syndicaux et les bonnes conditions de travail sont subordonnés au maintien et à l'accroissement de la rentabilité.

Par exemple, dans l'usine de York (GB) qui est la principale fabrique des barres Kit-Kat, la productivité a augmenté de 65% de 1998 à 2003 (en 1998 il fallait 38 heures pour produire une tonne de chocolat; en 2003: 23 heures; Time du 27 janvier 2003). Nestlé n'hésite pas, quand il le faut pour ses actionnaires et quand elle le peut, à recourir aux méthodes les moins «civilisées»: pressions sur les syndiqué·es, briseurs de grève, intervention policière voire paramilitaire...

De surcroît, Nestlé joue en permanence de son caractère multinational, la direction centrale se lavant systématiquement les mains de décisions prétendument prises par les sociétés nationales, alors qu'elle mène à bien son projet «Globe», qui vise à unifier les processus tant administratifs que techniques dans le monde entier!

Le cas des activités de Nestlé en Colombie et celui du conflit en cours dans l'entreprise Perrier en France nous seront présentés plus précisément. Nous nous demanderons aussi ce qu'il en est en Suisse, en nous rappelant qu'il n'y a pas que la direction internationale de Vevey, mais aussi des usines de production.

Intervenant·es (à ce jour) : **Carlos Olaya**, Sinaitrainal (Colombie); **une syndicaliste de Perrier Vitel** (France).

► **Une entrée de 20. – sera demandée** (10. – pour étudiants, chômeurs, AVS...), repas de midi (buffet) non-compris.

► Pour le retour vous disposez d'un train par heure au moins pour Bale et Zurich, jusqu'à 22h08; de deux trains par heure pour Berne et Neuchâtel, jusqu'à 22h46; de deux trains par heure pour Sion, jusqu'à 00h33; de trois trains par heure pour Genève, jusqu'à 23h 46.